

ACTION URGENTE

Document public

Index AI : AMR 19/018/2007 – ÉFAI

23 octobre 2007

AU 270/07 Craintes pour la sécurité

BRÉSIL Environ 50 familles autochtones guajajaras
Personne tuée : Tomé Guajajara (h) 60 ans

Environ 50 familles guajajaras de la réserve Araribóia (centre-ouest de l'État de Maranhão) risquent de subir des attaques d'hommes armés à la solde, semble-t-il, de bûcherons agissant illégalement.

Le 15 octobre, un groupe d'hommes armés a investi l'installation autochtone de Lagoa Cumprida, tuant Tomé Guajajara (60 ans) et blessant deux autres personnes. Selon la Fundação Nacional do Índio (FUNAI, Fondation nationale autochtone), un organe fédéral responsable des affaires autochtones, les 15 hommes armés – cinq d'entre eux portaient des masques – ont fait irruption dans la réserve à six heures du matin. Six autochtones ont été rassemblés sur un terrain de football et menacés. Les hommes armés tiraient en l'air pour les effrayer. Tomé Guajajara a essuyé six coups de feu après avoir blessé l'un des agresseurs. Selon Antônio Guajajara, le chef de la communauté autochtone, les hommes armés ont affirmé qu'ils reviendraient.

Des agents de la police fédérale se sont rendus sur les lieux après les violences, mais leur présence a été de courte durée. Le 17 octobre, des militants du Conselho Indigenista Missionário, (CIMI, Conseil missionnaire autochtone), une ONG locale, étaient sur place. Ils ont constaté que la communauté vivait dans un climat de peur et se sentait abandonnée par les autorités. Certains de ses membres avaient fui vers la ville la plus proche. Une femme était si effrayée qu'elle s'était cachée dans la forêt pendant deux jours avec son enfant nouveau-né. Selon les informations reçues, aucun représentant de la FUNAI n'était sur place, et aucune mesure n'avait été prise pour protéger la communauté.

L'attaque semblait correspondre à des représailles contre les autochtones, qui résistent aux activités d'exploitation forestière illégale menées dans la région. Au début du mois de septembre, après une longue et infructueuse campagne visant à obtenir des autorités qu'elles prennent des mesures contre les incursions répétées des bûcherons, les Guajajaras se sont emparés d'un camion forestier qui traversait illégalement la réserve. Les bûcherons ont proposé de l'argent en échange du véhicule, mais la communauté a refusé de négocier et informé la FUNAI. Les autorités ne sont pas intervenues, malgré une escalade des tensions.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La réserve d'Araribóia, l'une des plus anciennes réserves du Brésil, couvre une zone de 413 000 hectares répartie sur six municipalités de l'État de Maranhão. Depuis le début des années 1980, cette région subit les incursions répétées de bûcherons illégaux. Ces incursions ont créé de violents conflits avec les autochtones et d'importants dégâts environnementaux (déforestation, incendies de forêts et problèmes de drainage des eaux). Quatre-vingt-dix pour cent des terres guajajaras sont désormais affectées par l'exploitation forestière, la chasse et les occupations de terrain, qui menacent les conditions d'existence des autochtones. L'État étant peu présent, voire absent, les bûcherons ont pu agir en toute impunité, en soudoyant parfois des autochtones afin de diviser les communautés. Les Guajajaras ont fait campagne pour la redéfinition de leurs terres, la protection des frontières de la réserve et l'expulsion des occupants illégaux.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en portugais ou dans votre propre langue) :

- exprimez votre préoccupation pour la sécurité des familles guajajaras de Lagoa Cumprida (État de Maranhão), qui risquent de subir des violences de façon imminente ;
- exhortez les autorités à prendre des mesures pour garantir la sécurité de ces familles, conformément à leurs souhaits ;

- demandez une enquête exhaustive et transparente sur l'homicide de Tomé Guajajara et sur les menaces contre les Guajajaras, les commanditaires et auteurs de ces attaques devant être traduits en justice ;
- exprimez votre préoccupation face aux actes de harcèlement et d'intimidation, mais aussi de dégradation des terres imputables aux bûcherons illégaux ;
- exhortez les autorités à remplir leurs obligations constitutionnelles et internationales en préservant l'intégrité de la réserve Araribóia, en expulsant les occupants illégaux et en empêchant de nouvelles dégradations des terres ;
- exigez une présence de l'État dans la zone concernée et la fourniture de services de base aux Guajajaras et aux autres groupes autochtones, afin d'assurer la viabilité de leurs conditions d'existence dans la réserve.

APPELS À :

Président de la FUNAI

Exmo. Sr. Presidente Márcio Meira, / Monsieur le Président,
SEPS Quadra 902/702 - Bloco. A
Ed. Lex - 3º Andar
70340-904 - Brasília – DF, Brasil
Fax : + 55 61 3226 8782
Formule d'appel : Monsieur le Président,

Gouverneur de l'État de Maranhão :

Exmo. Sr. Jackson Lago / Monsieur le Gouverneur de l'État,
Palácio dos Leões,
Avenida Pedro Segundo,
s/n Centro 65010-904
São Luís /MA
Formule d'appel : Monsieur le Gouverneur,

COPIES À :

Secrétaire fédéral aux Droits humains :

Secretaria Especial de Direitos Humanos
Exmo. Secretário Especial
Sr. Paulo de Tarso Vannuchi
Esplanada dos Ministérios - Bloco "T" - 4º andar, 70.064-900 - Brasília/DF – Brésil
Fax : + 55 61 3226 7980

ONG locale

Conselho Indigenista Missionário, (CIMI)
Rosimeire de Jesus Diniz Santos
Rua do Pespontão,
99 - Centro
São Luis - MA - CEP 65010-460

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 4 DÉCEMBRE 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*